

SYNTHESE

Table ronde dans le cadre de *la Semaine européenne du développement durable*

Vendredi 16 septembre 2022 – 16h30-18h30

(en visio multiplexe à Bordeaux, Paris, Ouagadougou, avec du public en présentiel à Bordeaux, MSHA)

Quelles formations pour quelles solidarités internationales ?

Les évolutions des formations face aux distorsions et dilemmes du système performatif de l'aide internationale au développement



Intervenant es :.....	3
Contexte et objectif de la table ronde.....	5
Présentation de l’action de formation des différentes structures / Etat des lieux des évolutions à l’œuvre.....	6
L’Ifaid Aquitaine : enrichir les programmes de formation chemin faisant.....	6
Le Ciedel : croiser l'action, la réflexion et la formation	7
La licence professionnelle « Chargé.e de projet solidarité internationale et développement durable dans les pays des Suds » (CPSIDD) : former des professionnel.les aguerris.es à la méthodologie de projet	8
L’IEDES : une approche universitaire en sciences humaines et sociales, attentive aux transformations sociétales des territoires et acteurs en Europe et à l’international	9
Le Gret : assurer la formation des salariés locaux	10
L’Institut Supérieur des Sciences de la Population : une formation en Afrique, pour l’Afrique.....	10
Discussion	12
De grands enjeux qui bousculent les formations	12
De nouveaux défis posés par des crises inédites.....	12
La mise en œuvre de réponses immédiates	12
Des réflexions de fond	13
Des questions, limites et obstacles.....	13
Des évolutions sociétales qui font bouger les lignes	14
Le genre : une notion délicate à manipuler	14
Les changements climatiques : s’y former pour y former	15
La question décoloniale : un enjeu croisé, source de réflexions et de tensions	15
Comment faire évoluer les formations ?	16
Conclusion.....	18

Les désignations employées dans cette publication ainsi que la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Elles ne représentent pas nécessairement les vues de l'UNESCO et n'engagent en rien l'Organisation. »



Intervenantes :

Elisabeth Hofmann – socio-économiste,
Université Bordeaux Montesquieu / Les Afriques
dans le monde (LAM, UMR 5115), Bordeaux



Anne Le Naëlou – sociologue, Université
Paris 1 Panthéon Sorbonne – IEDES/ UMR
Développement et Sociétés, Paris



Ghislain Brégeot – Ifaid Aquitaine,
Bordeaux



Corinne Lajarge – Ciedel, Lyon 5115)



Sylwia Mabilais – Gret, Paris



Madeleine Wayack Pambè –
démographe, Institut Supérieur des Sciences
de la Population / Université Joseph-Ki-
Zerbo, Ouagadougou





Animation :

David Eloy – Journaliste, directeur de l'École des métiers de l'information (EMI)

Rédacteur :

Raphaël Mège, bouldegomme@free.fr

Cette table ronde est organisée à l'occasion de la sortie de la vingtième promotion de la licence professionnelle « Chargé.e de projets de solidarité internationale et développement durable dans les pays des Suds » (CPSIDD), une formation portée par la chaire Unesco « Formation de professionnel/-les du développement durable » de l'Université Bordeaux Montaigne (UBM) et du LAM (Laboratoire UMR 5115 Les Afriques dans le monde). Ce rendez-vous entre des acteurs de la formation à la solidarité et coopération internationales est le fruit d'une collaboration entre cette chaire Unesco de l'UBM/LAM et la chaire Unesco « Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne-IEDES. Les deux chaires avaient déjà collaboré en 2017 en co-organisant le colloque international « Les acteurs de l'aide internationale : vers quels savoirs, engagements et compétences ? ». Suite à ce colloque, un appel à contribution avait été lancé pour réaliser un dossier dans la Revue internationale des études du développement, intitulé « L'aide internationale au développement : acteurs, normes, pratiques ». Ce dossier paru début 2020 avait souligné différents dilemmes et distorsions auxquels font face les acteurs de l'aide internationale au développement. Sur la base de ces constats, une série de questionnements émergent sur la façon dont les formations préparant à travailler dans ce domaine s'adaptent aux évolutions de ce milieu et du contexte général, tout en composant avec les motivations et aspirations des étudiant.es et stagiaires. Cette table ronde cherche à croiser les expériences et les points de vue.

Il existe en effet tout un écosystème d'organismes de formation ayant chacun leur singularité, au sein desquels les trajectoires des diplômé.es et des professionnel.les se déploient : certain.es étudiant.es passent de la licence professionnelle de Bordeaux ou de l'Ifaid aux masters de l'IEDES, pour ensuite effectuer une partie de leur parcours professionnel au Gret, tout en continuant à se former, soit au sein de cette même structure, soit en suivant des modules au Ciedel. À l'échelle internationale, et tout en prenant en compte les difficultés aujourd'hui pour étudier ailleurs que dans son pays, des étudiant.es évoluent et bougent au sein des établissements de la chaire « Défis partagés du développement : savoir, comprendre, agir », qui tous proposent des formations préparant aux métiers du développement local ou international¹ (dont l'ISSP qui est aussi autour de cette table ronde) qui, pour partie, se confondent avec ceux de la coopération et de la solidarité internationale

¹ École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan / Faculté des Sciences sociales et humaines de l'Université de Conakry / Département Lettres et Sciences humaines de l'Université de Casablanca / Faculté des Sciences de l'Homme et de la société et faculté des Sciences économiques et de gestion de l'Université de Lomé / Faculté des Sciences administratives et politiques de l'Université des Sciences juridiques et politiques de Bamako / École de développement international et mondialisation et École supérieure d'Affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa / Centre d'études de la Coopération internationale et du Développement de l'Université Libre de Bruxelles / Institut supérieur des Sciences de la population de Ouagadougou / Institut d'études du développement de la Sorbonne (ledes).

Présentation de l'action de formation des différentes structures / Etat des lieux des évolutions à l'œuvre

L'Ifaid Aquitaine : enrichir les programmes de formation chemin faisant (www.ifaid.org)

L'Ifaid Aquitaine (Institut de formation et d'appui aux initiatives de développement) est un organisme de formation professionnelle. Il délivre un titre de « coordonnateur de projets de solidarité internationale et locale », que l'on peut obtenir après un cursus classique ou sous la forme d'une validation des acquis de l'expérience. La formation, d'une durée de deux ans, s'adresse à un public de demandeur.es d'emploi, donc majoritairement français et européen². Les personnes hors-Europe n'y ont pas accès aux mêmes conditions en raison du modèle économique sur lequel repose la formation.

L'Ifaid mène d'autres activités qui lui permettent d'enrichir et faire évoluer son programme de formation. En premier lieu, il anime le dispositif local d'accompagnement (DLA) en Gironde. Dans ce cadre, l'Ifaid accompagne les associations du territoire – notamment des associations qui embaucheront ses futur.es diplômé.es – dans leurs démarches de consolidation et de développement, ce qui lui permet de suivre ce qui passe dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. En second lieu, l'Ifaid est agréé par le ministère des Affaires étrangères pour l'envoi de volontaires de solidarité internationale. Actuellement, 15 à 20 volontaires de solidarité internationale sont présent.es dans différents pays, à la demande de collectivités, d'ONG ou de centres universitaires de Nouvelle-Aquitaine. Ces volontaires permettent à l'institut d'identifier les besoins en compétences des acteurs de terrain, et ainsi de nourrir et faire évoluer ses contenus de formation. C'est de cette façon, par exemple, que l'Ifaid a introduit dans son programme un module de formation à la cartographie.

D'autres projets ou activités contribuent à faire évoluer son programme de formation. L'Ifaid a ainsi mené une réflexion territoriale sur la façon dont les acteurs de la Nouvelle-Aquitaine peuvent travailler ensemble, en lien avec le territoire d'Itasy (Madagascar) où interviennent plusieurs acteurs régionaux. Grâce à cette étude, l'institut s'est aperçu que le travail en réseau des agents de développement, chargé.es de projet, coordonnateur.rices de projets, avec d'autres acteurs à d'autres échelles, relève de compétences qu'il est nécessaire d'acquérir. D'autres événements comme la crise sanitaire obligent également à s'adapter de façon très rapide, en apprenant à manipuler les outils informatiques et de gestion à distance.

² Les personnes en formation à l'Ifaid n'ont pas le statut d'étudiant.es, mais celui de stagiaires de la formation professionnelle. D'où la référence à « étudiant.es et stagiaires » tout au long de cette table ronde.

Le Ciedel : croiser l'action, la réflexion et la formation

(www.ciedel.org)

Le Ciedel (Centre international d'études pour le développement local) est un institut de formation créé en 1990 au sein de l'Université catholique de Lyon, sur une triple intuition. La première intuition était le choix du développement local. Il y a 30 ans, penser le développement à partir du territoire et dire que les habitant.es pouvaient, là où ils vivaient, prendre des décisions qui les concernaient, n'allait pas de soi. La deuxième intuition était de faire le pari d'une équipe permanente composée de personnes qui soient la fois des formateur.rices et des professionnel.les de terrain. C'est toujours le cas aujourd'hui : la formation est au centre de notre activité, mais chaque formateur.rice fait des évaluations de politiques publiques, de l'accompagnement d'ONG ou de collectivités territoriales et/ou de la recherche. Le Ciedel est donc au carrefour de l'action, de la réflexion et de la formation. Le troisième pari était le choix de former des professionnel.es et non des jeunes de la formation initiale, au métier émergent d'agent de développement local. Jusqu'à récemment, leur moyenne d'âge était de 39 ans : il s'agissait de personnes riches d'une expérience professionnelle de 10, 15, 20 ans, dont un grand nombre issues des pays des Suds³, de l'espace francophone. Depuis quelques années, les publics se diversifient : le Ciedel accueille de plus en plus des personnes travaillant sur leur territoire en France, ainsi que des personnes ancrées sur deux territoires : certains par exemple vivent à Lyon mais ont le cœur en Centrafrique ou au Cameroun, et travaillent pour le développement des deux territoires à la fois.

L'institut propose une formation d'un an de niveau 7 (bac +5)⁴ intitulée « Chargé de mission en développement local », ainsi qu'un diplôme universitaire « Développement local et droits humains » dont une partie des cours se déroule à l'Institut des droits de l'Homme et l'autre au Ciedel, avec des séances de croisement développement local / accès au droit. Le Ciedel propose également une formation à la demande. Dans ce cadre, il a accompagné pendant 5-6 ans, près d'Alexandrie en Égypte, la création d'un centre de formation au développement local, Anaphora, et travaille aujourd'hui avec des universitaires libyens à la mise en place d'une offre de formation sur les dynamiques de développement local à destination des collectivités territoriales libyennes.

Pour finir, le Ciedel participe au réseau Profadel, dans le cadre duquel il co-construit de l'ingénierie pédagogique avec des homologues au Pérou, au Togo, au Mali, au Maroc, en Italie et à Madagascar. En tant qu'acteur de formation et acteur du développement en France et à l'étranger, l'institut vit les évolutions sur le terrain et sent comment faire évoluer la formation. Cela nourrit ce travail de co-construction d'ingénierie pédagogique avec des centres de formation basés dans d'autres pays. Dans la gouvernance de ce réseau, deux questions ont ainsi émergé comme étant importantes : le plaidoyer et le développement économique local. Cela a débouché sur l'élaboration d'un référentiel de compétences et de deux modules de formation

³ Le terme « pays des Suds » est utilisé dans ce rapport non pas dans une dimension géographique, mais pour désigner des pays qui ont un Indicateur de développement humain (IDH) faible, qui reçoivent de l'aide au développement et qui ont pour la grande majorité un passé colonial. Le pluriel est employé pour souligner la diversité de ces pays.

⁴ Par rapport à cette classification française, le diplôme de l'edes est également de niveau 7 (bac+5), celui de l'ifaid de niveau 6 (bac +4) et la licence professionnelle est aussi de niveau 6 (bac+3).

autour de la construction d'un plaidoyer et de la façon de s'intéresser au développement économique d'un territoire.

La licence professionnelle « Chargé.e de projet solidarité internationale et développement durable dans les pays des Suds » (CPSIDD) : former des professionnel.les aguerris à la méthodologie de projet (<http://www.iatu-bordeaux.fr/lp-solidarite-internationale>)

Comme toutes les licences professionnelles, cette formation intervient en dernière année de licence (L3). Elle a une visée d'insertion professionnelle, d'où le fait qu'elle soit accueillie à l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme dont les formations ont une orientation résolument professionnelle. Environ un tiers des étudiant.es sélectionné.es est issu des pays « récepteurs » de l'aide au développement, ce qui est une grande chance pour cette licence pro qui se déroule dans une interculturelité très formatrice. Malheureusement, chaque année, quelques-un.es n'obtiennent pas leur visa. Par ailleurs, 20 à 25 % d'étudiant.es viennent de la formation continue, dans le cadre d'une réorientation professionnelle.

La licence pro forme des généralistes de la méthodologie de projet. Elle met l'accent sur la gestion de cycle de projets à toutes les phases, et intègre des méthodes innovantes telles que les approches orientées changement. Cette méthodologie de projet est également axée sur les approches participatives et inclusives, avec un accent très fort sur l'interculturalité. Cette formation ne propose pas de spécificités sectorielles ni géographiques, mais forme des cadres intermédiaires qui puissent faire l'interface entre les personnes ayant des compétences opérationnelles et techniques et, par exemple, les bailleurs de fond qui ont leur propre logique et terminologie.

Ces dernières années, la thématique des personnes en situation de migration s'est imposée de plus en plus fortement, qu'il s'agisse des pays de transit comme le Maroc – où une ancienne étudiante employée au Gadem, à Casablanca, travaille auprès des migrant.es subsaharien.nes – ou de la France – avec par exemple la mise en œuvre de projets autour de l'accueil des mineurs non accompagnés, en partenariat avec l'institut Don Bosco. Par ailleurs, les cours sur la recherche de financements, et en particulier sur les appels à projets, ont pris de l'ampleur, car cette activité occupe une place de plus en plus importante dans les offres de stages et d'emploi et dans la réalité professionnelle. Une dernière évolution concerne le renforcement du volet consacré à l'économie sociale et solidaire. En effet, la génération de revenus est un enjeu pour assurer la durabilité financière des projets, ainsi que l'autonomisation des populations et la maîtrise de leurs choix de vie.

En tant que formation universitaire, la licence pro n'est pas un acteur de terrain, mais elle bénéficie d'un post « Past », c'est-à-dire des professionnel.les associé.es à l'enseignement sur un mi-temps, et travaillant sur l'autre mi-temps dans le domaine professionnel auquel prépare la licence pro. En tout, plus de la moitié des cours et exercices pédagogiques sont assurés et encadrés par des professionnel.les, ce qui ne va pas de

soi à l'université. Le lien étroit avec la chaire Unesco « Formation de professionnel/-les du développement durable »⁵ permet à la licence pro d'être présente plus directement comme acteur (comme actuellement pour un projet de recherche-action participative avec trois ONG à Madagascar). La chaire a aussi appuyé le montage d'une licence professionnelle similaire, avec cet accent fort sur la méthodologie, à Rabat, au Maroc, il y a une quinzaine d'années. Ces expériences très riches ont, par ricochet, beaucoup marqué la licence pro.

L'IEDES : une approche universitaire en sciences humaines et sociales, attentive aux transformations sociétales des territoires et acteurs en Europe et à l'international

(<https://iedes.pantheonsorbonne.fr>)

L'Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES) est une composante à part entière de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Cet institut créé en 1957 accueille des étudiant.es en master 1 et en master 2 ainsi que des doctorant.es, sur une mention nationale pluridisciplinaire « Études du développement » (également présente à Bordeaux et Montpellier). Cette mention peine toutefois à exister en France, où le système universitaire impose de revenir sur une discipline lors du doctorat. La formation accueille à 85 % des étudiant.es en formation initiale, quelques reprises d'études sur financement personnel, très peu d'étudiant.es en formation continue et aucun.e alternant.e.

L'IEDES a connu trois grandes périodes. Il a commencé par former des cadres africains jusqu'aux années 1990, avant d'accueillir un grand nombre de ressortissant.es des pays latino-américains jusqu'aux années 2000, puis, avec la professionnalisation du secteur de la coopération et solidarité internationale évoluant autour de l'aide publique au développement, un nombre croissant de jeunes français et européens – avec une féminisation significative des métiers de la coopération et solidarité internationale.

Ce diplôme de master pluridisciplinaire se décline sur cinq thématiques : le développement agricole ; le secteur projet industriel / banque / assurance / crédit ; les crises et post-crisis ; le développement local et des territoires ; plus récemment, les thématiques justice, écologie et santé, autour des questions de genre. L'approche est résolument académique, mettant l'accent sur les méthodologies analytiques et le recours aux corpus conceptuels attachés aux thématiques traitées. Les parcours intègrent aussi des enseignements sur les outils, les programmes et les méthodologies de projets assurés par des professionnel.les en fin de deuxième année. Le caractère généraliste et analytique des parcours proposés permet aux étudiant.es d'évoluer vers d'autres métiers, riches d'une formation universitaire qui leur a appris à penser et à réfléchir.

De par son histoire, et sur tous les thèmes abordés, l'IEDES porte une attention particulière aux terrains, aux acteurs sociaux de terrain et aux dynamiques et multirationalités de ces acteurs, ainsi qu'à l'évolution de ces contextes économiques et sociaux, culturels, politiques, démographiques et historiques très changeants. L'un des défis auxquels est confronté l'institut est que les terrains d'étude, de recherche puis de déploiements professionnels de la majorité de ses étudiant.es, en Asie, en Amérique latine et en Afrique,

⁵ <https://www.chaire-unesco-developpement-durable.org>

connaissent aujourd'hui une transformation sociétale très rapide. Les savoirs, connaissances et grilles d'intelligibilités du changement social à acquérir par les étudiant.es sont sans cesse à actualiser. Dans le même temps, sur ces terrains étudiés ou d'interventions les aspirations et capacités montantes des jeunes diplômé.es, cadres et des professionnel.les nationaux induisent des difficultés de cohabitation avec les jeunes diplômé.es formé.es en France. Il convient de mieux préparer nos étudiant.es à privilégier les arrangements et les complémentarités sans se substituer aux acteurs partenaires. Sans être naïf face à des concurrences qui sont manifestes, l'offre de formation de l'IEDES prépare les étudiant.es à identifier les pratiques professionnelles et sociales les plus pertinentes sur le terrain.

Le Gret : assurer la formation des salariés

locaux (www.gret.org)

Créé en 1976, le Gret est une ONG de lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde, organisée en trois départements qui, à travers les équipes internationales, gèrent sept thématiques : gouvernance foncière, insertion et emploi, nutrition et santé, ressources naturelles, services essentiels locaux, systèmes alimentaires et agricoles durables, villes et habitat.

L'action du Gret consiste principalement à gérer des projets, en s'appuyant sur des chefs de projets recrutés majoritairement sur le terrain. L'association produit également de la connaissance dans le cadre de son activité éditoriale, anime des réseaux au niveau local et fait beaucoup d'expertise. Sur 780 salarié.es présent.es dans le monde, une centaine travaille au siège et 30 sont expatriés. Ses effectifs sont donc pour l'essentiel composés de salarié.es locaux. En matière de formation, le principal enjeu concerne la montée en puissance de ces salarié.es locaux. Il s'agit en particulier de favoriser l'autonomisation des services RH sur le terrain en matière de formation des équipes locales.

Dans cette optique, le Gret s'appuie sur le niveau d'expertise très élevé des personnes travaillant au siège – acquis notamment grâce aux organismes participant à cette table ronde – pour monter ses propres formations. Il recourt aussi aux compétences d'un écosystème d'organismes de formation partenaires. Il recherche également des organismes de formation sur le terrain, pour donner à ses salariés locaux la possibilité de se former localement. À ce titre, le Gret est en train de constituer un catalogue de formations et d'organismes de formation locaux, afin de répondre au double objectif de donner de l'activité à ces organismes, et de créer une alternative au distanciel (FOAD et e-learning) qui s'est installé en raison des crises sanitaire et sécuritaire.

L'Institut Supérieur des Sciences de la Population : une formation en Afrique, pour l'Afrique (<http://www.issp.bf>)

Les formations de l'ISSP s'adressent aux ressortissants des pays d'Afrique francophone. L'ISSP dispense un master professionnel en Population et Santé, deux thématiques centrales pour de nombreux pays africains

et ancrées dans leurs politiques de développement. Cette formation universitaire a été créée en 2005 grâce à un financement international de la fondation Bill et Melinda Gates. Au départ, les étudiant.es bénéficiaient d'une bourse complète qui englobait les frais de scolarité, d'installation, de logement, etc., permettant ainsi le séjour d'une quinzaine de nationalités à Ouagadougou. Les postulant.es étaient essentiellement des professionnel.les déjà en poste – cadres de la fonction publique, d'ONG, d'organisations internationales – qui, pour beaucoup, venaient pour se spécialiser sur les questions de population et de santé. Le master accueillait aussi des médecins qui n'étaient plus dans la pratique clinique, mais travaillaient sur les questions de santé publique ou sur les programmes de développement dans les ministères ou les organisations internationales, ou qui prenaient appui sur cette formation pour assurer la transition de la pratique clinique vers ces métiers. Le master permettait le renforcement de capacités de ces profils au plan de la gestion de projets mis en œuvre par les gouvernements ou les organismes de développement.

Depuis 2011 et la fin du système de bourse, la formation a beaucoup évolué. Si certain.es postulant.es restent financé.es par leur organisme, d'autres s'autofinancent. La baisse du coût de la formation a par ailleurs favorisé la venue d'un nombre croissant d'étudiant.es en formation initiale. Les promotions comptent en moyenne une trentaine d'étudiant.es par an.

Le master Population et Santé repose sur de solides bases méthodologiques et théoriques. L'axe dédié aux questions de population met l'accent sur les questions et enjeux démographiques contemporains du continent, la méthodologie de la recherche quantitative et qualitative et sur l'analyse statistique. L'axe dédié aux questions de santé porte sur l'analyse des systèmes de santé et des politiques publiques et le suivi-évaluation. Depuis quelques années, les étudiant.es qui sortent du master sont très demandés par les organismes de développement locaux et internationaux ainsi que par les organismes de la fonction publique sur les questions de suivi-évaluation qui se sont généralisées dans les programmes de développement.

La formation étant centrée sur des thématiques structurelles pour les pays d'Afrique francophone, le contenu des programmes reste très actuel et évolue peu. Toutefois, la problématique des déplacés internes, très présente au Mali, en RDC ou au Tchad, amène une demande en matière de formation à la gestion des crises humanitaires. Cela pose la question de l'intégration d'un enseignement sur ce thème – jusqu'ici plutôt abordé hors du continent africain, notamment en France – dans le contenu des programmes. Des questionnements émergent par ailleurs sur les questions de conflits, d'environnement et de sécurité alimentaire, mais ces thématiques sont abordées dans les mémoires des étudiant.es et non dans les contenus des enseignements.

La force de ce master vient du fait qu'il est proposé par une université publique et qu'il jouit d'une très bonne réputation. Depuis un peu moins de dix ans, des masters dédiés spécifiquement à la santé publique ont été développés par des médecins au Burkina Faso, l'un à l'université de Ouagadougou et l'autre dans une institution privée. La santé étant souvent appréhendée comme une affaire de médecins, de nombreux.es postulant.es issu.es de leurs rangs sont parti.es vers ces formations. Malgré tout, le master Population et Santé conserve un nombre important de postulant.es car il demeure pour l'instant le seul, au Burkina Faso, à avoir la maîtrise à la fois des questions de population et des questions de recherche en santé publique.

De grands enjeux qui bousculent les formations

Les deux dernières décennies ont été agitées par des crises de grande ampleur et de natures différentes : terrorisme, changements climatiques, tempêtes économiques, crises des systèmes agricoles et alimentaires, et plus récemment pandémie et (r)évolutions sociétales profondes. Les organismes publics et privés qui proposent des formations sur les questions du développement et de la solidarité internationale vivent diversement ces bouleversements profonds qui les bousculent de façon directe, imposant une évolution des contenus, ou indirecte (pression des étudiant.es, des pouvoirs publics, de la société...). Leur façon d’appréhender et d’intégrer – ou non – ces évolutions à leurs cursus de formation dépend de leur statut, de leur approche, de leurs principes. Dans tous les cas, ces bouleversements les amènent à renforcer leur lien avec les terrains afin de saisir au mieux les évolutions dans toute leur étendue et leur profondeur, et de questionner, pour eux-mêmes et/ou entre pairs, leurs visions et leurs pratiques.

De nouveaux défis posés par des crises inédites

Par essence, les structures intéressées ou concernées par les enjeux de développement sont en prise avec les soubresauts d’un monde en mouvement. Certains les contraignent à adapter les thèmes et contenus de leurs formations, d’autres alimentent leurs réflexions au long cours sur leur travail.

La mise en œuvre de réponses immédiates

La crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 a bouleversé les modes de travail et d’organisation d’un nombre considérable d’acteurs. Les organismes de formation, dont l’activité se déployait principalement en relation directe avec leurs étudiant.es et stagiaires, ont été contraints de s’adapter très rapidement et de trouver les meilleures solutions possibles, comme une mise à l’épreuve de leur agilité mais aussi de leurs capacités techniques.

Au Ciedel, le confinement est survenu au moment où l’équipe « *commençait à se familiariser et travailler sur Teams. On a fait basculer notre formation sur cette plateforme en une semaine* », rapporte Corinne Lajarge. Pour des acteurs comme le Ciedel, cette crise a accéléré certaines évolutions et permis d’élargir la gamme des possibles dans l’action même de formation. Cela pose toutefois la question des limites à mettre à cette mutation qui s’est imposée durant presque deux années, et plus précisément, se questionne Corinne Lajarge, « *comment garder les questions autour de la formation à distance sans transformer notre formation en formation à distance ?* »

Une autre conséquence immédiate concernait les stages qui se font pour la Licence professionnelle CPSIDD habituellement dans des pays des Sud, immergés au sein d'équipes professionnelles. « *Le premier confinement a démarré juste au moment où les étudiant-es devaient partir...* » se souvient Elisabeth Hofmann. Comme tout le monde, l'équipe pédagogique a donc expérimenté, par exemple des stages entièrement en télétravail (qui étaient peu concluants) ou d'autres formes d'engagements en ligne. Mais beaucoup d'étudiant.es ont souhaité prolonger leur année universitaire, voire se réinscrire pour faire un stage de terrain long « *qui est essentiel non seulement pour mieux assimiler les acquis de la formation, mais aussi pour la valorisation du diplôme, dans ce secteur professionnel où l'expérience reste cruciale pour décrocher un poste, même en volontariat de solidarité internationale (VSI).* »

Des réflexions de fond

Si la crise sanitaire a imposé son agenda, elle a également agi – notamment en stoppant le cours des activités habituelles et obligeant, d'une certaine façon, à observer le monde – comme un révélateur des désordres, nombreux, qui secouent la planète, qu'ils soient environnementaux, sociaux, politiques, etc. Cet « effet loupe » a probablement stimulé les réflexions et renforcé les questionnements d'un très grand nombre de personnes, notamment dans les nouvelles générations. Pour l'Ifaid, dont l'ambition est de « *donner aux stagiaires des grilles de compréhension de ce monde qui change* », le contexte actuel exige de « *mettre à niveau [ses] connaissances et celles des futurs professionnel.les de ce changement qui est à l'œuvre* », affirme Ghislain Brégeot. L'enjeu est à la fois de « *mieux comprendre les contextes, donner les clés pour les décrypter* » et, en tant qu'organisme de formation, de voir « *comment, concrètement, sur le métier auquel on prépare, cela se traduit en termes de compétences* ». L'un des intervenants de la formation, spécialiste du Moyen-Orient, a ainsi proposé de lui-même à l'institut bordelais d'élargir son enseignement à la géopolitique du monde pour permettre aux étudiant.es de mieux saisir les changements actuels.

De la même façon, l'IEDES, en particulier son parcours M1&M2 Crises, ne délivre pas d'enseignement sur « *les postures et pratiques professionnelles à adopter en situation de crise ou comment se comporter en contexte sécuritaire* », explique Anne Le Naëlou. « *Nous préférons faire réfléchir les étudiant.es méthodologiquement sur les situations de crise, les dynamiques sociales toujours à l'œuvre même dans les situations les plus délitées* ». L'institut porte ainsi « *une vraie attention sur les processus d'acteurs. (...) Pour co-construire avec les décideurs nationaux une coopération et des solidarités "intelligentes", il est intéressant pour nos étudiant.es de pouvoir repérer, dans une situation de crise, quels sont les acteurs porteurs de changement pour des sorties de crises et ceux qui sont plutôt conservateurs et qui vont renforcer leur pouvoir de domination dans ces contextes de crise* ».

Des questions, limites et obstacles

La crise sanitaire mondiale a mis l'accent sur des fossés grandissants qui séparent les pays des Nord et certains pays des Suds. Ainsi, les formations à distance, mises en place comme solution au confinement n'ont pas toujours été accessibles aux populations de certains pays, pour des raisons strictement techniques : équipements en ordinateurs insuffisants, réseau Internet erratique, coupures de courant... « *On ne manque*

pas de budget pour former des gens, mais ils ne sont pas entièrement utilisés parce que les salarié.es du terrain souvent ne peuvent pas accéder à la formation, que ça soit en ligne ou en présentiel, d'ailleurs », expose Sylwia Mabilais en évoquant le cas d'Haïti, où « les crises sont parfois tellement asphyxiantes, que le pays et toute activité de développement, y compris RH sont bloqués. Dans les pays épargnés par les crises, il reste un enjeu de l'autonomisation des services RH (qui travaillent souvent en effectif très réduit) et de la création des partenariats avec des organismes de formation locaux, qui nécessite à leur tour un renforcement... ». Madeleine Wayack Pambè le confirme : « Nous sommes au carrefour de multiples crises. » Mais si les cours en distanciel sont aussi compliqués à mettre en œuvre dans le contexte burkinabè, pour les mêmes raisons techniques précédemment évoquées. Concernant la pandémie de Covid-19, « sur le plan sanitaire, nous avons été touchés à la marge par rapport aux autres questions de santé qui se posent chez nous sur totalement autre chose. » Sur le plan économique, le Burkina Faso a été impacté comme tous les autres pays. Quant au contexte de crise, il relève du quotidien, obligeant l'équipe de l'ISSP à s'adapter au jour le jour : « Nos pratiques changent en même temps que le contexte change, puisque nous sommes aussi le contexte », conclut-elle.

Des évolutions sociétales qui font bouger les lignes

Si les formations sont en prise avec la société et réceptives à ses signaux, les organismes de formation sont souvent interpellés par les stagiaires et les étudiant-es, en particulier dans le choix des mémoires ou d'autres exercices permettant des choix thématiques (comme les études d'impact au Ciedel). Les principales réflexions qui traversent la nouvelle génération concernent les problématiques liées au genre, les changements climatiques et la question décoloniale.

Le genre : une notion délicate à manipuler

Sur la question du genre et des thématiques qui y sont associées, « on assiste à un tsunami, c'est copernicien ! », observe Corinne Lajarge. Pour l'heure, la prise en compte de ce bouleversement sociétal reste lente. Concernant notamment « les violences basées sur le genre, l'université a commencé, il y a tout juste quelques années, à les intégrer dans son offre de formation, et met depuis peu l'accent sur des dispositifs de prévention dans le fonctionnement même des établissements, confie Anne Le Naëlou. On fait venir pour cela des intervenants extérieurs. » La question est d'autant plus délicate à aborder que « le débat sur le genre est très compliqué, et la dimension interculturelle pèse très fortement et s'avère particulièrement sensible », ajoute Elisabeth Hofmann sur la base de 20 ans d'expériences de cours sur le genre en Licence professionnelle CPSIDD. À ce titre, renchérit Madeleine Wayack Pambè, « la manière dont les questions de genre sont pensées pour nos contextes de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, n'est pas forcément celle par laquelle nous pensons qu'elles doivent être abordées, parce que (...) ce sont des femmes qui ont toujours été dans des processus d'autonomisation ». Elle pointe plus globalement la place écrasante de certains thèmes « qui intéressent principalement nos bailleurs de fonds mais qui ne sont pas toujours en accord avec ce que nous pensons vraiment important pour nos sociétés », tels que la baisse de la fécondité en Afrique, « parce que c'est là que le nexus se pense essentiellement pour les femmes ».

Les changements climatiques : s'y former pour y former

L'enjeu du climat n'est pas plus évident à intégrer. Si son importance est largement admise, Anne Le Naëlou reconnaît que l'IEDES « *est en retard sur la question de l'écologie et de la sobriété énergétique* » et que, s'il est de plus en plus attentif à la recherche sur ces questions systémiques, cela « *n'a pas encore de transcription forte dans les enseignements et encore moins dans les conditions d'études pour suivre ces enseignements* ». Pour d'autres organismes, une évolution s'amorce. Ghislain Brégeot relate l'expérience de journées inter-filières organisée au sein de « l'écosystème bordelais » « *pour aborder des questions qui n'étaient pas maîtrisées par les intervenant.es, notamment sur le changement climatique* ». Grâce à cette initiative, l'Ifaid dispose aujourd'hui d'« *un peu plus d'informations, et se demande comment faire la gestion de projet avec plus de sobriété* ». Pour sa part, le Ciedel a choisi d'intégrer à sa formation des spécialisations, dont l'une consacrée « *à l'adaptation aux changements climatiques, parce que c'est une thématique incontournable aujourd'hui et que cette question se pose sur tous les territoires* ». À l'IEDES, si la question n'a pas encore été intégrée aux formations en tant que telle, les étudiant.es ont pris les devants et ont « *imposé ce thème dans leur festival annuel, avec deux tables rondes sur les théories de la durabilité et sur comment penser d'autres modèles de société plus durables* ».

La question décoloniale : un enjeu croisé, source de réflexions et de tensions

L'approche décoloniale, relativement récente, percute les acteurs agissant dans les domaines du développement et de la solidarité internationale. Comme l'a mentionné un participant de la table ronde, cette question « *est de plus en plus présente ici et là-bas. Quelle est sa place aujourd'hui dans les formations ici et là-bas, et comment l'aborder ?* » Pour Madeleine Wayack Pambè, cela se traduit par une question : « *Nous sommes des pays qui recevons de l'aide, mais cette aide doit-elle forcément être accompagnée d'individus qui viennent sur le terrain ?* » Dans ce contexte, cela rejoint la question de la légitimité, en tant qu'acteurs extérieurs – et, en l'espèce, des anciens pays coloniaux – à continuer à intervenir directement sur le terrain – en particulier dans les anciennes colonies.

Elisabeth Hofmann confirme être « *de plus en plus challengée par les étudiant.es pour apporter des réponses à ces questions de légitimité. (...) En tant qu'acteur européen, on doit de plus en plus justifier ce que l'on a à faire, par exemple, en Afrique de l'Ouest.* » Suite à la remarque d'une participante qui pointait la découverte âpre, sur le terrain, d'une réalité « *assez violente et souvent en décalage avec les valeurs qui nous motivent à travailler dans la solidarité internationale : les problèmes de gouvernances dans les ONG, les "guéguerres" dans les recherches de financement, etc.* », Elisabeth Hofmann confiait la « *difficulté de préparer les étudiant.es aux réalités tout en leur transmettant l'espoir d'avoir un rôle légitime et une place constructive, intéressante et utile – par exemple que l'on ne prend pas la place de personnels que Madeleine forme* ». De ce point de vue, l'équilibre n'a pas encore été trouvé. « *Lorsque des personnes viennent sur le terrain, elles viennent avec des projets de coopération, note Madeleine Wayack Pambè. (...) On a de la compétition quand nos étudiant.es sont recruté.es par ces organismes pour faire ce qu'on leur dit de faire.* » Mais cette

dissymétrie tend à évoluer, reconnaît-elle. « *De plus en plus, on a des étudiant.es qui sont en compétition avec les étudiant.es que vous formez, parce qu'ils sont tout aussi bien formé.es.* »

Pour mieux faire face à ces questions et tensions, le Ciedel, qui était déjà attentif aux questions de déontologie, a souhaité aller au-delà, et a introduit il y a plusieurs années « *une réflexion sur l'éthique dans le développement* », sur laquelle une intervenante extérieure fait travailler les étudiant.es, indique Corinne Lajarge. L'Ifaid, de son côté, souhaite mettre en avant l'apport essentiel, en termes d'échanges, des volontaires partis sur des projets dans les pays des Suds. Cela « *permet d'ouvrir le territoire sur place à d'autres cultures*, souligne Ghislain Brégeot. *De l'interculturalité se produit.* » Si le Ciedel s'est toujours refusé à mettre en place des formations dans les pays des Suds « *pour ne pas entrer en concurrence avec des centres de formation sur place* », Corinne Lajarge confie sa « *peur d'un monde où, pour différentes raisons, on arrête de se rencontrer et voyager. (...) Au cœur de la question du développement, il y a celles du dialogue et de la paix.* » Mais cela ne doit pas se faire dans un seul sens. Ghislain Brégeot espère voir une réciprocité réelle se mettre en place suite à « *la loi votée l'an dernier sur la réciprocité dans le partenariat, qui va permettre d'accueillir en France des volontaires de solidarité internationale qui viennent de différents pays du Sud.* » Cela peut contribuer à nourrir une relation d'égal à égal. « *On a besoin les uns des autres. Le "Nord" et le "Sud" n'existent plus* », juge-t-il. Toutefois, nuance Madeleine Wayack Pambè, « *ça s'égalise mais nous n'y sommes pas encore. J'aimerais que mes étudiant.es puissent aller faire du volontariat et des échanges en France, mais la politique des visas pose la question de l'égalité. (...) C'est une limite importante.* »

La recherche d'un partenariat plus équilibré implique aussi pour les acteurs locaux de « *questionner la manière de voir le monde des organismes qui viennent chez nous* », et de « *se questionner sur ce qu'on veut faire ensemble* ». À ce propos, un participant rappelle que certains acteurs « *ont une approche partenariale, d'OSC à OSC ou de collectivité à collectivité, et ne rechignent pas à financer des salariés dans les organisations dans les pays souverains. (...) Mais cela demande de sortir des approches projet (...), et ça veut dire une expertise qui ne prend pas la place des compétences locales.* »

Comment faire évoluer les formations ?

Les évolutions qui sont à l'œuvre amènent les structures dispensant des formations à se demander où placer le curseur du changement des maquettes. Pour l'IEDES, les choses sont assez claires. « *Nos formations changent assez peu, d'abord parce qu'il n'est pas facile de changer une formation universitaire : on ne la change pas parce que les usagers veulent qu'elle change, ni par rapport à des demandes locales ou des demandes de bailleurs. (...) Nous faisons des aménagements qui doivent être solidement argumentés devant les instances de gouvernance de l'université. (...) Parfois on peut le regretter, on peut avoir un petit temps de retard, (...) mais on n'est pas là pour répondre à la demande de quelque acteur en particulier que ce soit* », plaide Anne Le Naëlou.

Au Ciedel, l'enjeu central sur les contenus des formations est de « *garder le fil*, estime Corinne Lajarge. *Le monde change, mais comment garder le fil ? (...) Qu'est-ce qui nous a motivés à mettre en place ces formations ? (...) Même s'il y a des choses qui bougent partout, nous devons garder ce fil envers et contre tout parce que c'est ce en quoi l'on croit.* » Dans cette perspective, le Ciedel va ouvrir une spécialisation

solidarité / lutte contre la pauvreté / lutte contre les inégalités pour « *ne pas perdre ce point d'attention aux vulnérabilités sociales dans les territoires en France et à l'international* ».

Pour l'Ifaid, l'évolution passe notamment par la mise à disposition de formateurs et formatrices d'ONG sur place « *de modules de formation qu'ils adaptent* ». Mais au-delà de cette évolution, l'enjeu premier auquel est confronté l'institut est « *de continuer à exister* », s'inquiète Ghislain Brégeot. En effet, « *la formation professionnelle et universitaire connaît un grand changement* » qui vise à réduire le nombre d'organismes de formation professionnelle et, dans les universités, le nombre de masters.

Du côté de l'ISSP de Ouagadougou, il s'agit de trouver un point d'équilibre entre le maintien d'une formation dont les thèmes et les contenus stables revêtent une importance de premier plan pour les pays de la sous-région, et l'agenda que les acteurs situés hors du continent tentent d'imposer par projets et financements interposés. Il s'agit donc de résister à « *la pression qui vient de l'extérieur* »... mais aussi de résoudre des problèmes structurels qui pourraient bien menacer l'existence même du master. Celui-ci est destiné à l'ensemble des pays francophones d'Afrique de l'Ouest, mais actuellement, « *on ne peut plus passer par la route. Il faut prendre l'avion, mais c'est extrêmement cher. Dans les 3-4 ans qui viennent, à quel public va-t-on s'adresser ?* », s'interroge Madeleine Wayack Pambè. Où l'on en revient aux techniques permettant de se former en distanciel, qui représentent peut-être une solution de long terme, mais qui posent des problèmes d'accessibilité. Finalement, conclut-elle, « *nous sommes à des niveaux différents par rapport à qui nous formons, et ce pour quoi nous les formons* ».

Conclusion

Les échanges illustrent l'importance pour les formateurs et formatrices, que ce soit au sein de l'université publique ou dans les organismes privés, de pouvoir échanger sur leurs pratiques. Les retours et les remarques de Madeleine Wayack Pambè à l'endroit des formations françaises sont toujours enrichissants pour avancer. Les formateurs et formatrices se posent beaucoup de questions, depuis l'université jusqu'aux formations de professionnel.les. Les étudiant.es, de toute façon, devancent les acteurs de la formation, en s'orientant sur des sujets de société – de leur société – qu'ils et elles estiment importants. Il ne s'agit pas de délaisser la solidarité internationale, mais de l'appréhender avec cette question de la légitimité. Ainsi, un nombre croissant d'étudiant.es sentent que leur utilité est forte sur la recherche de financements. Ces jeunes s'orientent également sur des thématiques qui touchent nos sociétés, comme la question des personnes exilées.

Les mutations des problématiques et terrains étudiés ou investis par nos étudiant.es imposent de favoriser davantage de coopération entre les professionnel.les et les acteurs et actrices de la formation, d'appuyer des formations locales en transférant tous les outils nécessaires pour que les formations puissent être créées par des enseignant.es-chercheur.es sur place, mais aussi d'être très vigilant et exigeant sur cette question des visas et plus largement sur la politique d'accueil des étudiant.es qui doivent être explicitement évoqués avec les autorités gouvernementales.

D'un commun accord, les participant.es de cette table ronde estiment et décident de se donner les moyens pour renouveler cet exercice tous les deux ou trois ans, sur un périmètre d'établissements le plus ouvert possible, afin de se rencontrer, de partager les interrogations de chacun.e et d'échanger, en tant qu'acteurs et actrices de la formation, sur le bien-fondé de leurs métiers au quotidien, dans un contexte en constante évolution. « *Ce qui a été tenté dernièrement à distance est peut-être à approfondir, mais seulement en complément de moments où l'on se voit* » – même si les considérations sur l'empreinte carbone du secteur de la solidarité internationale se font de plus en plus pressantes. « *Comme nous l'avons expérimenté durant la crise sanitaire, on ne peut bien travailler à distance que si l'on se connaît déjà. Commencer de zéro à distance reste très compliqué, pour échanger lors d'une table ronde, et encore plus pour collaborer efficacement dans les projets, programmes et politiques publiques co-financés par l'aide internationale au développement.* »

